

Militant

Lettre de Liaison N°80 du 11 novembre 2009

Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.

Sommaire :

- A nos lecteurs : WIN !
- N°17 de MILITANT.
- Anniversaires.
- Lutte contre la loi Carle : deux prises de position importantes.
- Sarkozy et les cancéreux.
- Documents : interview de Bernard Thibault au *Monde* ; réaction de Roger Sylvain, CGT, Front syndical de classe, à l'interview de B.Thibault.
- Colloque UFAL 77, programme.
- Morceaux choisis : Pierre Broué, novembre 1989.
- Dernière minute : arrestation du caporal Joe Glenton.

* * * *

A nos lecteurs : WIN !

Ce week-end des 6-7-8 novembre a été un important moment de travail, de combat et de discussion pour Militant.

**** Le vendredi 6, nos camarades du Calvados ont organisé à l'université une réunion-débat avec Martin Legassick, militant sud-africain, avec une cinquantaine de participants.***

**** Le samedi après-midi ont commencé les débats du forum international de Workers' International Network (WIN : GAGNER), en présence de camarades de France (région parisienne, Allier, Normandie) et de signataires britanniques, irlandais (Sud et Nord), américain (Californie) et sud-africain, du texte Preparing for Revolution qui sera très prochainement traduit en français (les camarades signataires du Pakistan, dirigeants du Labour Party of***

Pakistan, n'ont pu venir pour des raisons de coût et de visas).

*** Le samedi soir s'est tenue la réunion publique de WIN, en présence d'une cinquantaine de participants, introduite par Raymond Debord, avec des interventions des camarades Ed Bober présentant le WIN, Harry Hutchinson (Irlande) et Martin Legassick (Afrique du Sud) présentant la situation de la classe ouvrière dans leurs pays respectifs : conditions de vie, logement, luttes en cours, organisation.**

Le débat dans la salle a porté notamment sur l'intérêt et l'importance de telles "enquêtes ouvrières" mondiales pour se préparer et préparer à la révolution et sur la perspective du socialisme : il n'y a pas à "enseigner" leurs revendications aux travailleurs, mais il faut trouver voies et moyens pour qu'ils se donnent une perspective, un horizon de transformation du monde. Des camarades du club Socialisme Maintenant ont pris part à cette discussion dans la même optique et nous la poursuivrons.

*** Elle s'est d'ailleurs poursuivie dès le lendemain matin, dans la suite du forum international, pour laquelle nous remercions notre camarade et ami Sébastien, militant du PS et du MJS, de s'être joint à nous et avoir apporté un substantiel coup de main pour les traductions !**

*** Parallèlement, la commission syndicale de Militant se réunissait au local et élaborait un texte exposant ce qu'est pour nous l'action syndicale aujourd'hui. Ce texte sera diffusé dans la prochaine Lettre de liaison de Militant.**

*** Dimanche après-midi la réunion internationale s'est terminée par l'examen des tâches pratiques immédiates de WIN en matière de financement, de diffusion de nos textes et de traductions.**

Prochain forum international dans six mois à un an !

*** * * ***

Et le n°17 de MILITANT, journal, est paru.

Au sommaire :

- Le vrai évènement de la période : les ouvriers relèvent la tête.**
- Intervention à la fête de l'Humanité de Xavier Mathieu, CGT**

continental.

- **Actualité de la révolution et du socialisme.**
- **Pouvoir d'achat : le compte n'y est toujours pas.**
- **Droit au logement.**
- **Du rififi dans le tabac.**
- **Saïd Bouziri, 1947-2009.**
- **Lin Xiling, 1935-2009.**
- **Se préparer à la révolution !**

**A demander aux membres de Militant pour le prix très modique de
1,20 euro.**

* * * *

Anniversaires.

Cette lettre est écrite un 11 novembre. Difficile d'échapper ces jours ci au déluge commémoratif pas innocent du tout qui, après nous avoir gavés sur la chute du Mur de Berlin, débouche aujourd'hui sur la rencontre Sarkozy-Merkel en essayant de faire croire que l'unité du "couple franco-allemand", cheville ouvrière de la prétendue Union soit-disant Européenne, serait reconstituée.

En point d'orgue, ou plutôt en ridicule cerise sur le gâteau, de ce petit festival risible, la tentative de Sarkozy de faire croire "qu'il y était". D'autres avant lui tentaient de refaire l'histoire en amputant les photos, lui s'y essaye en les complétant de figurines de son auguste personnage présidentiel français. Mais non, il n'a pas fait cette histoire.

Car ce harcèlement commémoratif est fait, faut-il s'en étonner, au détriment de l'histoire réelle et contre elle. Fait pour ignorer les peuples qui ont fait tomber le Mur de Berlin, au terme d'un long mouvement pour la liberté et le socialisme, oui le socialisme, qui s'est opposé dans le sang et les larmes à la bureaucratie stalinienne **à Berlin d'abord, et pour commencer, en juin 1953**, puis en Hongrie et en Pologne en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1970 et en 1980-1981. Fait pour mettre à la place des vrais acteurs les chefs d'État et de gouvernement d'alors et d'aujourd'hui que ce mouvement a terrorisés, les Kohl, Merkel, Gorbatchev, Poutine, sans oublier les papes. Mais pouvant se le permettre parce que ce mouvement, affaibli dès le départ par ses défaites passées et par la division dans les luttes sociales européennes (1), a été dévoyé et trahi immédiatement, car que ce que voulaient les peuples, c'était la vraie unité européenne, dans la liberté et le bien-être, et pas le cortège de misère et de guerres qui a suivi.

Cette réalité facilite, pour un certain nombre de camarades du mouvement ouvrier, l' "ostalgie" qui se complait à se laisser dire par des manipulateurs de l'histoire qui ne sont que le complément des précédents, que Brejnev et finalement Staline, sans oublier Honecker, ce n'était soi-disant pas si mal. Sauf que la classe ouvrière s'est révolté contre ces oppresseurs, les faits sont les faits. Et ça n'a pas mené au socialisme, mais au capitalisme : le voila, leur seul et unique bilan. (2)

Le combat pour la liberté n'est pas divisible. En le laissant diviser, en laissant le grand pan de la lutte de la classe ouvrière contre les anciens régimes de "l'Est" (dont les héritiers sont les mafieux et les capitalistes d'aujourd'hui dans les mêmes pays) occulté et récupéré par les prétendus libéraux en réalité liberticides, nous nous affaiblirions. **Ressaissons notre histoire.**

Or, il se trouve que pour ce faire, le jeu des dates commémoratives nous donne une arme. C'est donc aujourd'hui le 11 novembre. Nos ennuis ont commencé en 1914, la plus grande défaite de la classe ouvrière, une guerre dont l'éclatement, qui n'allait pas de soi, a permis d'instaurer la dictature militaire dans toute l'Europe et d'infliger aux hommes et à leurs compagnes et enfants le supplice des tranchées et du massacre sanguinaire pendant 4 ans pour les uns, de l'attente angoissée dans la misère montante pour les autres, supplice qui précéda et prépara les horreurs de ce siècle et qui mériterait tout autant d'être appelé "totalitaire", ce que les officiels de l'histoire et de la commémoration ne font jamais, que les camps qui suivront. Supplice auquel résistèrent, massivement, les soldats. Combien de militants d'aujourd'hui portent le souvenir familial d'un récit discret, pudique, de quelque ancêtre qui ne se vantait pas d'avoir arboré la fleur au fusil et poussé la charge en hurlant, mais bien d'avoir croisé le frère travailleur allemand sous l'uniforme dans la brume et, d'un coup d'œil complice, de ne pas avoir tiré sur lui, ou bien d'avoir échangé un signe, voire un quignon de pain, avec l'ennemi, et d'avoir obstinément *résisté* -car tel est exactement le mot qui convient : Résistance- à la volonté des officiers de les pousser au carnage ? (3) Ce fut là la vraie guerre, la guerre juste, la guerre à la guerre. Des millions l'ont menée, et elle a produit les révolutions de février puis d'octobre 1917 en Russie.

Étant donné l'acharnement commémoratif des gouvernements et des médias contemporain, on peut d'ores et déjà prédire que nous nous dirigeons vers une commémoration qui sera la mère de toutes les commémorations : **août 2014 !**

Août 2014 : après la fonte prévisible de la banquise (4), dans un monde quatre fois plus peuplé mais dévasté, les grands de ce monde s'ils ne sont pas à nouveau en guerre vont nous jouer la triste comédie du "nous sommes tous dans le même bateau".

Nous avons une bataille à commencer. Sur la guerre de 1914-1918, la mémoire que l'humanité retiendra *in fine* sera celle des résistants à la guerre à commencer par la masse des soldats. Donnons raison aux mutinés, ce sont eux qui avaient raison. Leur combat, leur guerre, car c'en était une, conduisait à retourner les soldats "contre nos propres généraux", comme dit la chanson du mouvement ouvrier, l' *Internationale*. Alors, pas d'œcuménisme hypocrite sur le thème "c'était bien triste, mais France et Allemagne et tous les autres sont réconciliés et les fusillés pour l'exemple sont réhabilités en tant que soldats comme les autres soldats". (5) Ceux qui sont au pouvoir aujourd'hui sont les héritiers directs des Pétain, des Nivelle et de tous les fusilleurs de 14-18. Préparons un anniversaire de notre façon. Le capital s'est emparé de la planète. Partout, le prolétariat devient la condition humaine. Remontons à la racine des trahisons et des massacres. Inaugurons le XXI^e siècle comme siècle de la résistance, de la survie, du redressement et de la contre-attaque de l'humanité prolétarienne, rattrapons 1914 : guerre mondiale au capital ! Révolution !

Telles sont les idées d'août 2014 dont la préparation commence maintenant !
VP, le 11 novembre 2009.

(1) *Alors qu'en 1968 la concomitance des luttes de la jeunesse, de la grève générale en mai-juin en France, du Printemps de Prague en Tchécoslovaquie suivi de la résistance à l'invasion et du congrès clandestin d'un parti communiste provisoirement reconquis dans l'usine de CKD-Visokany sous la protection des travailleurs en armes, avait ébranlé l'ordre mondial à l'Est comme à l'Ouest, en 1989 la classe ouvrière occidentale tenue par ses partis et syndicats, PS et PC, Trade Unions et AFL-CIO, avait subi de lourdes défaites les années précédentes -mineurs anglais contre Thatcher, contrôleurs aériens nord-américains contre Reagan- et les deux mouvements étaient déconnectés, les revendications purement nationales et démocratiques -en elles-mêmes légitimes, mais coupées de leur base ouvrière et de leur seule issue possible : le socialisme- prenant le dessus dans la conscience des peuples de "l'Est".*

(2) *Un détail qui est bien plus qu'un détail : la fête nationale allemande n'est pas l'anniversaire de la chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989), mais celui de la réunification étatique officielle par extension de la RFA, fondée sous l'égide des alliés en 1948, aux länders de l'Est (3 octobre 1990) : non pas le jour où les masses sont intervenues, mais le jour où il était acquis que, dessaisies et jetées dans la confusion, elles s'étaient retirées de la scène. Cela montre que l'Allemagne actuelle, l'État de RFA, n'est pas la république du peuple allemand, n'est pas l'héritière de 1989, mais n'est que le système octroyé par les alliés, parce que le déluge des bombes et la terreur ont empêché le peuple allemand de se débarrasser de Hitler. C'est ainsi que si, en France, Louis XVI avait vaincu la Révolution, on ne commémorerait pas le 14 juillet mais le jour anniversaire (oublié à juste titre) de la constitution monarchique de 1791, que la reprise de la révolution abattra !*

(3) Voir François Roux, **La grande guerre inconnue, les poilus contre l'armée française**, Les Éditions de Paris, 2006.

(4) Selon les prévisions des scientifiques officiels, voici 8 ans, on nous annonçait la fin de la banquise permanente dans l'Arctique pour la fin de ce siècle. Voici 4-5 ans, pour les alentours de 2025, ça s'était déjà sacrément rapproché. Maintenant, au rythme récemment mesuré, c'est pour 2013. Qu'en pensent ceux qui vont commémorer "la paix" l'année suivante ? Les gouvernements russe et canadien (celui-ci sous influence US) s'apprêtent à se réjouir de cette "ouverture commerciale et maritime" et à s'affronter pour l'exploitation du ... pétrole. Ils sont les mêmes assassins, les mêmes incendiaires qu'en 1914.

(5) Plusieurs associations -Libre Pensée, Association Républicaine des Anciens Combattants, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la paix- et plusieurs Conseils généraux se sont cette année prononcés pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. Soutenons l'exigence de justice, y compris envers les familles, l'exigence d'excuses et de réparation. Mais ne soyons pas dupes des larmes de crocodiles émises un siècle plus tard par un Sarkozy : les héritiers des fusillés et les héritiers des fusilliers demeurent, face à face, la guerre entre eux continue.

* * *

Lutte contre la loi Carle : deux prises de position importantes.

Nous reproduisons ci-dessous ces prises de position car elles constituent des actes, de ceux, trop rares, que l'on attend des élus du peuple. Avec la réforme territoriale de Sarkozy, les candidats aux élections locales sont au pied du mur : agent subsidiaire de la destruction des droits et des libertés ou élu du peuple ayant un mandat, il va falloir choisir !

Document

La ville de Cahors ne subventionne plus les écoles maternelles privées sous contrat

Vendredi 30 octobre 2009.

Depuis la dernière rentrée, la municipalité de Cahors (Lot) ne contribue plus au fonctionnement des écoles maternelles privées. Cette décision met fin à une pratique de quarante ans. L'adjointe à la vie scolaire et à la jeunesse, Marie Piqué, est à l'origine de ce changement de politique. **L'élue communiste a reçu le soutien du maire Jean-Marc Vayssouze-Faure (PS) et de toute la majorité municipale.** Ainsi, la ville de Cahors (23 000 habitants) ne verse plus le total de 58 684,20 euros aux deux maternelles privées sous contrat d'association -soit 624,30 euros pour chacun des quatre-vingt quatorze élèves inscrits dans ces établissements catholiques. « Cette somme est réinjectée dans le budget scolaire », précise Marie Piqué.

Ces 58 684,20 euros, récupérés à l'enseignement privé confessionnel, semblent une somme bien modeste comparés aux besoins des écoles publiques cadurciennes. Le seul plan de remise à neuf de ces bâtiments -d'ici 2014- s'élève à 6,2 millions d'euros. Pour

Marie Piqué, il ne s'agit pas seulement d'une question d'argent, c'est aussi une affaire de valeurs politiques : « J'assume le choix de la laïcité, de l'école de la République, à une époque où on oublie un peu la séparation de l'Église et de l'État. »

Document

Motion soumise par les élus communistes et apparentés au Conseil municipal de la Seyne sur mer, 9 novembre 2009.

MOTION : L'ECOLE PUBLIQUE LAIQUE ET REPUBLICAINE DOIT RESTER UNE PRIORITE

Le Conseil constitutionnel a entériné la loi Carle qui impose de nouvelles obligations de financement en instituant le "chèque éducation" pour les élèves fréquentant des établissements privés hors de leur commune de résidence.

Le point de vue du conseil constitutionnel sur la laïcité a évolué de façon bien étrange.

Pourtant, à propos d'une loi équivalente, la vénérable institution disait en 1994 à peu près le contraire.

Elle déclarait alors que l'obligation d'un financement à parité du public et du privé: **■«violait le principe d'égalité»** parce que *«les charges et contraintes des uns sont supérieures à celles des autres, d'autant plus que les facultés d'aide aux investissements de chaque catégorie de collectivités territoriales n'étaient limitées que dans le cas du financement de l'enseignement public»*;

■«contrevenait au principe de la laïcité de la République posé par l'article 2 de la Constitution» et *«méconnaissait le devoir de l'Etat concernant l'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés imposé par le Préambule de la Constitution de 1946»*;

Le conseil constitutionnel affirmait à l'époque que *«compte tenu du caractère limité des ressources publiques, de nouvelles obligations du privé tendaient nécessairement»*:

■«à provoquer le transfert de crédits d'investissement de l'enseignement public au bénéfice d'établissements privés,»

■«à organiser l'enrichissement de personnes privées qui ne sont pas soumises aux exigences de la laïcité;»

Enfin, il déclarait fermement qu'*«en faisant peser sur les communes des charges financières nouvelles sans prévoir de transferts de ressources en contrepartie, on*

enfrenait le principe constitutionnel de libre administration des collectivités locales.»

Comment se fait-il que ces principes fondamentaux ne soient plus défendus par cette institution dont l'objectif est de défendre la constitution?

Cette loi Carle institue une triple peine pour les communes :

- elle encourage l'exode scolaire vers le privé, vide et concurrence l'école publique avec le risque de fermetures de classes ou d'écoles;
- elle grève les budgets locaux en concédant au seul enseignement privé un droit de tirage sans accord préalable qui entraîne l'augmentation de l'impôt de tous et ampute les moyens de l'école publique;
- elle anéantit la gestion prévisionnelle et la programmation des investissements qui deviendront plus aléatoires chaque année.

Afin de ne pas développer une concurrence préjudiciable au service public, le Conseil municipal de la Seyne sur mer s'engage à présenter prochainement une délibération proposant de ne plus financer les dépenses facultatives des établissements privés : écoles pré-élémentaires ou sous contrat simple. Ceux qui fréquentent l'Ecole laïque du vivre ensemble ouverte à toutes et tous ne peuvent supporter les charges et les choix particuliers de ceux qui revendiquent le séparatisme scolaire.

On ne peut financer la concurrence accrue et faussée, préjudiciable au devenir du service public laïque d'éducation.

En effet, il existe un principe important coulé dans le marbre par le préambule de la Constitution de 1946 qui dispose que «l'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés, est un devoir de l'État». Il devrait, en conséquence, n'y avoir aucune commune ou regroupement de communes dépourvus d'école publique. Et il est prioritaire d'investir des fonds dans un tel devoir.

* * * *

Sarkozy et les cancéreux.

Voici quelques jours le président de la République a annoncé la poursuite du "plan anti-cancer". Qui pourrait être contre un plan anti-cancer ? Mais il faut toujours y regarder de plus près.

Et de plus près, on apprend que dans le texte rédigé par le gouvernement et voté par le parlement (c'est comme ça que sont pondues les lois sous la V^e République, on appelle ça la "séparation des pouvoirs") les malades qui non plus de traitement lourd depuis 5 ans sortiront du dispositif d'ALD (Affection de Longue Durée), quel que soit l'avis du médecin. Rares sont ceux qui prennent des traitements lourds pendant 5 ans, nombreux sont celles et ceux dont la rémission soit n'est qu'apparente, ou est suspendue à la poursuite d'un traitement et à un suivi très régulier. Ils ne seront plus suivis -automatiquement. Ils pourront crever. **Cela s'appelle un plan anti-cancer. A la Sarkozy.**

* * * *

Documents.

Interview de Bernard Thibault au *Monde* du 9 novembre 2009.

Q : Un candidat d'opposition - Jean-Paul Delannoy, métallurgiste du Nord - va se présenter contre le secrétaire général sortant. N'est-ce pas le signe que le mécontentement grandit ?

BT : C'est une candidature individuelle, elle n'a pas été présentée suivant les règles statutaires, elle ne sera donc pas prise en compte. Jean-Paul Delannoy veut incarner une autre orientation pour la CGT. Ce débat sera réglé au congrès. Contrairement à lui, je suis persuadé que les salariés n'ont aucun doute sur la CGT, sa démarche, ses analyses et ses revendications. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi nous avons été les seuls à progresser aux dernières élections prud'homales (décembre 2008).

Q: Les mots durs à votre égard du leader CGT de Continental, Xavier Mathieu, cet été, ont montré qu'il existait des impatiences, des doutes ...

BT : Si les travailleurs doutaient de la CGT, il n'y aurait pas ce niveau d'attentes et d'exigences à notre égard. Il n'y a pas de divergence d'appréciation entre nous sur les impasses que génère le capitalisme. La question n'est pas de savoir si la CGT est ou n'est pas anticapitaliste : la CGT "combat l'exploitation capitaliste ". C'est dans l'article 1 de nos statuts et ils n'ont pas changé. Ce que veulent les salariés, c'est un syndicat utile pour améliorer leur sort ici et maintenant. Un syndicat composé d'une avant-garde éclairée serait marginalisé par la grande majorité des salariés et donc inefficace.

Q : On vous reproche d'avoir transformé la CGT en un syndicat réformiste. Revendiquez-vous cette évolution ?

BT : La puissance de la CGT doit être mise à profit pour accrocher des avancées sociales, même partielles. C'est cela que les salariés attendent de nous. A la création de la CGT, l'objectif était bien de modifier le rapport de forces entre salariés et employeurs, en forçant à la négociation. Parmi les critiques, nous entendons que la négociation avec le chef de l'Etat et le gouvernement serait par principe impossible. Cela signifie-t-il qu'il faut attendre un changement politique ou de société pour que les négociations soient envisageables ?

Notre objectif est d'être utile en toutes circonstances, sans ignorer que le contexte politique influe évidemment sur la possibilité d'être entendu. Parmi ceux qui critiquent les orientations actuelles de la CGT, certains sont en fait en mal de perspectives politiques et demandent au syndicat de combler ce manque. Quant au réformisme, c'est un débat philosophique vieux comme le syndicalisme. Classer les syndicats, les militants de la CGT est d'abord source de division. Ceux qui font signer une pétition ou qui occupent une entreprise ne se posent pas la question de savoir s'ils sont réformistes ou révolutionnaire : ils travaillent à la mobilisation.

Q : Le "compromis" n'est plus un gros mot à la CGT ?

BT : Compromis ne veut pas dire compromission. Il reflète un rapport de forces à un moment donné. Tout syndicaliste doit être à même d'apprécier, à l'issue d'une négociation, si le résultat améliore ou non la situation des salariés. Xavier Mathieu a signé un compromis dans son entreprise.

Q : Certains de vos opposants craignent que la CGT ne devienne une CFDT bis...

BT : Où serait l'intérêt pour la CGT à copier les méthodes, les objectifs de la CFDT qui, elle, a reculé aux élections prud'homales ? Je remarque aussi qu'un discours très vindicatif, comme celui de Force ouvrière, lorsqu'il n'est pas conforme aux actes, fait perdre en influence. La différence principale avec la CFDT tient au degré de critiques à l'encontre du système capitaliste. La CFDT, au fil des ans, a remis au second plan son ambition de transformation de la société .Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas des choses à faire ensemble comme avec l'ensemble des syndicats.

Q : Vous aviez critiqué le NPA et Olivier Besancenot pour leur ingérence dans le débat sur la stratégie syndicale. D'autres partis, comme le PCF, se permettent aussi des commentaires. Comment réagissez-vous ?

BT : Que des responsables politiques s'intéressent à la stratégie des syndicats, pourquoi pas. La CGT est un objet public qui fait partie de l'identité nationale. Peut-être parce que c'est elle qui donne le la au syndicalisme français. Autre chose est que des partis prétendent dicter ce qui doit être notre ligne de conduite syndicale. Depuis que l'on a eu une rencontre avec le NPA, il y a moins de déclarations de sa part sur ce sujet. Le PCF respecte l'indépendance syndicale dans le dialogue nécessaire entre syndicats et partis politiques.

Q : Avec un peu plus de 650 000 adhérents, vous êtes loin du million, objectif fixé voici deux congrès. N'est-ce pas un échec ?

BT : C'est un échec. On atteindra peut-être les 45 000 adhésions pour cette année lors du congrès. Mais ce rythme n'est pas à la hauteur de nos ambitions. Pour améliorer leurs conditions, les salariés doivent être organisés, il n'y a pas d'alternative. La question des libertés syndicales reste récurrente : le patronat ne veut pas que le syndicalisme se développe dans les entreprises. La CGT a aussi une responsabilité. Nous sommes implantés dans les secteurs où l'emploi recule et absents des secteurs où l'emploi se développe. J'espère que ce constat occupera une place centrale au congrès pour faire évoluer nos structures.

Q : Les suicides sur le lieu de travail se sont multipliés. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme ?

BT : On ne peut pas tout mettre sur le dos du syndicalisme. La longue dégradation des conditions au travail est d'abord la conséquence d'une course à la productivité et d'une dévalorisation du travail et des travailleurs. Mais il faut probablement mieux articuler revendications collectives et prise en charge des situations individuelles.

Q : Pourquoi refusez vous de participer au débat sur l'emprunt ?

BT : On va faire payer aux contribuables le fait que les entreprises ont accumulé un retard d'investissement parce qu'elles ont privilégié leurs actionnaires . Il faut savoir ne

pas perdre son temps . En plus, Nicolas Sarkozy a déjà tout décidé.

Propos recueillis par Rémi Barroux

* * * *

Réaction de Roger Sylvain, militant CGT, président du Front syndical de classe, à l'interview de B. Thibault.

Le Front Syndical de Classe, en la personne de son président Roger SILVAIN, s'élève contre les propos tenus par Bernard Thibault dans son interview donnée au Monde le 9 novembre 2009.

Malgré une pique bien inoffensive à destination de la CFDT accusée de remettre le changement social à un peu trop loin (comme si l'état-major CFDT n'était pas missionné pour trahir chaque lutte et chaque revendication), tout dans cette interview confirme **l'ancrage dans le syndicalisme rassemblé** du principal dirigeant de la CGT.

S'accrochant à une lecture superficielle des résultats aux prud'homales (marquée avant tout par une abstention massive faisant figure de désaveu et par l'engagement massif des militants de terrain et de lutte CGT reconnus à la base permettant à la CGT de limiter les dégâts), B. Thibault débute son interview en balayant la candidature de JP Delannoy : « *C'est une candidature individuelle, elle n'a pas été présentée suivant les règles statutaires, elle ne sera donc pas prise en compte. Jean-Pierre Delannoy veut incarner une autre orientation pour la CGT. Ce débat sera réglé au congrès.* »

Alors le congrès de la CGT n'est normalement nullement à la botte de l'équipe sortante mais bien le congrès des syndicats, souverains durant son déroulement, **B. Thibault refuse de reconnaître le courant important que représente Delannoy, en particulier dans les bases syndicales.** Outre les prises de position de plus en plus nombreuses de militants et organisations de base, l'ampleur de la rupture entre les bases syndicales et l'appareil confédéral est pourtant confirmée par l'enquête diligentée par la Confédération elle-même en juillet auprès des UD et des Fédés et dont les remontées sont très claires : si la ligne est approuvée par l'appareil permanent, elle ne passe pas dans les syndicats : « *nous avons du mal à être écoutés* », déplorait les cadres intermédiaires.

C'est donc dire le peu de cas fait ici à la démocratie syndicale, déjà sérieusement mise à mal par la préparation du congrès (sans même parler des mises à l'écart, mesures administratives ou même exclusions pures et simples de syndicats ou d'UL) : la désignation des délégués a principalement eu lieu avant même la parution des documents officiels et très peu de syndicats ont été réunis pour désigner les délégués et candidats à la future commission exécutive.

Mais elle sera encore bien plus en danger si passent les projets confédéraux au cours d'un congrès qui paraît donc joué d'avance.

Derrière les discours sur la nécessité de syndiquer davantage, ce que nul syndicaliste ne conteste, le document d'orientation propose en effet la remise en cause

des syndicats d'entreprise et du fédéralisme et programme leur remplacement par de nouvelles structures « à la carte » validées par une commission confédérale d'affiliation en fonction de leur adaptation à la ligne confédérale. Adieu donc à ce qui a fait la richesse de la CGT : la conf' n'est plus la coordinatrice mandatée par la base mais, depuis Montreuil et les bureaux de la CES à Bruxelles, elle dirige, valide ou exclut : la démocratie syndicale est supplantée par le centralisme bureaucratique.

Ainsi serait définitivement verrouillé le recentrage confédéral et, après la mise en place du Cogetise au congrès précédent, l'état-major confédéral disposerait de tous les moyens pour mettre au pas les organisations de base encore largement imprégnées de lutte de classes – avant de les exclure.

L'enjeu est de taille pour les syndiqués CGT et, au-delà, pour l'ensemble des travailleurs.

Il recouvre la **bataille sur le bilan et l'orientation de la direction confédérale** alors que Bernard Thibault fait, toujours dans cette interview, un plaidoyer pour le « *compromis* » (en cette période, on aurait pu espérer qu'il parle de lutte voire de lutte de classe) et, dans le droit fil des documents préparatoires au congrès, évacue l'enlisement par les directions syndicales de la mobilisation du premier semestre 2009 et le bilan pour les travailleurs de ces 20 dernières années de syndicalisme rassemblé.

Or chaque militant syndical sait ce que signifie « compromis » et qu'il n'est en même temps de compromis utile aux travailleurs qu'appuyé sur un rapport de force : alors que la confédé a renoncé à construire ce rapport de force, de quel compromis utile aux travailleurs B. Thibault peut-il se réclamer sur les 20 dernières années?

- *Sur les salaires ? Depuis 20 ans, la masse salariale nationale est amputée annuellement de 180 milliards d'euros : où est le compromis ?*

- *Sur les retraites, où est le compromis ?*

- *Concernant la sécu et l'accès au soins, où est le compromis ?*

- *La casse du service public et de l'éducation ?*

- *L'emploi, les délocalisations et la casse industrielle ?*

- *Les droits et les libertés syndicales ?*

C'est du 120% de satisfaction pour le capital aux affaires.

Depuis 20 ans, les travailleurs encaissent coups sur coups et subissent reculs sur reculs de la part d'un pouvoir patronal décidé à mener et à gagner la lutte de classe. Pendant ce temps, la direction confédérale a passé son temps à liquider l'héritage de classe qui fit la force de la CGT et des travailleurs, et à construire le syndicalisme rassemblé au sommet dans l'accompagnement du patronat et dans la défaite pour les travailleurs, en France et au niveau international (CES-CSI).

En dépit de ce qu'affirme B.Thibault, elle flirte désormais en permanence avec la

compromission, à l'Élysée, dans les salons feutrés du Medef ou de l'UE, dans des associations comme Confrontations-Europe ou Dialogues, dans le refus de construire le tous ensemble en même temps seul capable de battre le grand capital et ses institutions.

C'est pourquoi il est vital pour la CGT et pour l'ensemble des travailleurs que soit clairement posée la question de l'orientation syndicale et des directions qui la portent : poursuivre avec le syndicalisme perdant de ces 20 dernières années ou redéfinir l'orientation de la grande CGT par la renaissance du syndicalisme de classe et de masse qui lutte au quotidien pour la satisfaction des revendications et à long terme pour la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme et la socialisation des moyens d'échange et de production ?

C'est pourquoi le FSC soutient la candidature de JP Delannoy comme secrétaire général de la CGT contre B. Thibault, susceptible de favoriser le débat et le rassemblement entre syndiqués de lutte afin de sauver la grande CGT et la replacer sur ses fondamentaux. Le mécontentement populaire face à la casse sociale et la colère militante face aux directions syndicales est important. La direction CGT le sait bien et mise sur le verrouillage, l'exclusion pour accélérer et rendre définitive la dérive.

Mais la CGT, notre CGT, c'est celle des camarades et des militants du terrain. On ne veut pas la perdre et la laisser aux mains de ceux qui n'ont que des défaites comme bilan et la poursuite du naufrage comme proposition.

Roger SILVAIN, ex-secrétaire général CGT Renault Billancourt, ex-coordonateur CGT groupe Renault, président du Front Syndical de Classe.

76% d'abstention ! On ne peut pas dire pour les élections politiques que 60% d'abstention, c'est catastrophique pour la démocratie et évacuer la question lorsque que le monde du travail est concerné !

* * * *

COLLOQUE UFAL 77 : le 20 novembre 2009

PROGRAMME

17 h 30 : accueil

17 h 45 : interventions des institutionnels : Inspecteur d'Académie, Président de la CAF, Directeur départemental Jeunesse et Sports

18 h : **conférence de Frédéric Jésus, pédopsychiatre, viceprésident de DEIFrance**

18 h 45 : débat avec la salle

19 h 45 : conclusion de JeanMarie Bonnemayre, président du CNAFAL; film

20 h 30 : pot apéritif et repas convivial

Participation : sans repas **10 €** avec repas **15 €** (Chèques à l'ordre de l' UFAL 77)

Familles, politiques publiques et droits des enfants

Vingt ans après son adoption par l'ONU et dix-neuf ans après sa ratification par la France, la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) doit constituer un puissant levier de mobilisation des familles et une formidable source d'inspiration des politiques publiques.

Ce texte confère en effet aux enfants et aux jeunes de toutes conditions un ensemble de droits cohérents et complémentaires : à la protection, au respect et au bien-être, ce qui est essentiel ; mais aussi à l'expression, à la participation et à l'émancipation, ce qui ne l'est pas moins. Ces droits se renforcent mutuellement, mais ils sont loin sinon d'être reconnus, du moins d'être concrétisés dans la vie courante, y compris en France. Pour progresser en ces domaines, la CIDE confère aussi des droits et devoirs renforcés aux adultes, parents, professionnels, militants ou décideurs :

* intervenir sur les sources des injustices, des inégalités et des solitudes qui affectent un grand nombre d'enfants dans leur vie quotidienne, notamment familiale ;

* réussir à rendre les enfants et les jeunes acteurs, et pas seulement consommateurs ou spectateurs, des différents espaces et temps consacrés à leur éducation et à leur temps libre.

C'est à ces conditions que la CIDE, même et surtout en temps de crise, peut contribuer à un développement humain et social véritablement durable.

Contact : JeanFrançois CHALOT Tél : 01.60.59.14.01 Port: 06.03.05.55.91

* * *

Morceaux choisis : Pierre Broué, novembre 1989.

"Laissons de côté l'affirmation puérile de M. Fukuyama selon laquelle le coup de grâce aurait été porté au marxisme par le fait que son "idéologie" n'inspire plus aucun État dans le monde ; il y a bien longtemps qu'il en est ainsi et la lutte des classes ne s'est pas arrêtée pour autant, tandis que la vieille taupe, la révolution, allait cheminant, creusant ses galeries sous les pieds même de M. Fukuyama, préparant la chute du Mur de Berlin et l'envoi à la poubelle de ces "élites technocratiques" qui lui plaisaient tant et qui avaient si allègrement troqué leur "idéologie" contre celle de M. Bush.

(...) La condamnation de la bourgeoisie en tant que classe transparait à tout moment dans le chant de triomphe qu'elle a entonné depuis la crise du stalinisme en URSS et en Europe de l'Est."

Pierre Broué, *M.Fukuyama croit les volcans éteints.*, premier article de fond de P. Broué après sa "mise en dehors du parti", le Parti Communiste Internationaliste dirigée par P. Lambert. Ces lignes, écrites dès novembre 1989, parurent dans *Le Marxisme aujourd'hui* n°1 en janvier 1990 (Fukuyama était le célèbre conseiller du président US Georges Bush père, qui avait proclamé la *fin de l'histoire* de l'humanité avec la généralisation du marché "libre" !).

"Belles âmes vraiment. Impassibles devant les ravages de l'inflation en 1923, la réduction à la misère la plus noire des habitants du pays le plus avancé d'Europe. Impassibles devant les ravages de la crise des années trente, les millions de chômeurs, les vieillards condamnés à une mort précoce et les jeunes à la déchéance. Indifférents aux millions de morts dans les guerres -car il n'y a pas eu que les camps

d'extermination, mais aussi les champs de bataille et les villes bombardées, les avions abattus et les bateaux coulés, pas seulement les chambre à gaz, mais les obus, les baïonnettes, les bombes incendiaires, les brûlés vifs, les tempes trouées, les ventres crevés, les dizaines de milliers de noyés dans les eaux glaciales de l'Atlantique -ils n'ont jamais proclamé la faillite du capitalisme.

Aujourd'hui, parce que Honecker ne se révèle pas plus honnête qu'un quelconque Premier Ministre japonais, parce que ses ministres ne valaient guère mieux qu'un général Noriega, on s'empresse de clamer la grande nouvelle de la faillite du socialisme, de la banqueroute du communisme. Parce qu'il apparaît que les bureaucrates du PCUS sont sensiblement aussi pourris que les politiciens démo-chrétiens d'Italie, on prêche la banqueroute du socialisme et on prédit la victoire, que dis-je, on proclame la victoire réalisée du capitalisme sur les autres systèmes."

Suite de l'article précédent, même source, même date (signé Michel Wattignies, alias P. Broué).

* * * * *

Dernière minute :

Le caporal Joe Glenton, ce soldat qui risque des accusations de désertion pour avoir refusé de retourner en Afghanistan, vient d'être arrêté et est accusé de 5 chefs d'inculpation pour avoir mener la manifestation appelée par *Stop the War* à Londres le 24 Octobre et pour avoir exprimé son opposition publiquement dans les médias en dépit des ordres de ses supérieurs. Il risque 10 ans d'emprisonnement pour cela, en plus des 3 à 4 ans pour l'accusation de désertion.

Que pouvez-vous faire :

*** Envoyer vos protestations au ministre de la Défense**

EMAIL: defencesecretary@mod.uk or ainsworthr@parliament.uk

WRITE: Secretary of State for Defence, Floor 5, Main Building,
Whitehall, London, SW1A 2HB

FAX: 020 7218 6538

*** Faire circuler la pétition de soutien :**

Celle-ci peut être obtenue à l'adresse suivante :

<http://bit.ly/10gDKb>

*** Écrire des lettres de soutien à Joe Glenton :**

Lance Corporal Joe Glenton
Military Corrective Training Centre (MCTC)
Berechurch Hall Camp
Colchester

Essex CO2 9NU

*** Email de soutien :**

defendjoeglenton@gmail.com



Militant

Devenez correspondant(e) / diffuseur de Militant dans votre ville ou votre secteur professionnel :

Adressez un chèque de 20 € à l'ordre d'APE à Militant, 18 rue Victor Massé 75009 Paris.

Comité de rédaction élu à l'AG du 6 juin 2009 :

Eric AUGNET (Syndicaliste CFDT -14), Fathia « Nadia » BENAMAR (militante pour le droit au logement Paris 18ème), Sylvie BONNIN (syndicaliste FO - 03), Raymond DEBOR (militant du PS - Paris 3e), Olivier DELBEKE (syndicaliste CGT - 94), François FERRETTE (militant communiste et syndicaliste SNASUB-FSU - Alençon), Franck MARSAL (militant PCF - 59), Houaria MOUALEK (militante pour le droit au logement - Paris 18ème), Vincent PRESUMEY (militant PS et syndicaliste FSU - 03), Farida SAIDOUNI (militante pour le droit au logement - Paris 18ème), Yves THEIS (conseiller municipal PCF, syndicaliste CGT - Cosnes d'Allier), Kamel ZORGUI (ouvrier sans-papiers - 95).

Pour soutenir et élargir la diffusion de Militant-la Lettre de liaison : Faites circuler notre bulletin !

Abonnez-vous à notre liste de diffusion :

e-MILITANT_LIAISON-subscribe@yahoogroupes.fr

<http://www.le-militant.org/>